Persistance des blocages dans l’accord inter-burundais de paix

PANA, 22/12/2008Bujumbura, Burundi - La mise en application effective de lâ€™accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006, entre le pouvoir central et le Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu/Front national de libÃ©ration (PALIPEHUTU-FNL, rÃ©bellion), risque dâ€™aller au-delÃ de la date butoir du 31 dÃ©cembre 2008 fixÃ©e par le dernier sommet de lâ€™Initiative r de paix pour le Burundi, au rythme oÃ¹ vont les prÃ©paratifs.Chaque partie sâ€™en lave nÃ©anmoins les mains et le porte-parc du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Pasteur Habimana, a pris Ã tÃ©moin, lundi, la presse, sur un site de cantonnement en cour dâ€™amÃ©nagement pour accueillir des milliers de combattants du PALIPEHUTU-FNL, candidats Ã la dÃ©mobilisation, dÃ©sarmement et rÃ©intÃ©gration (DDR) dans une nouvelle vie socioprofessionnelle.
"Vous lâ€™avez vu de vos propres yeux et allez dire honnÃªtement Ã lâ€™opinion nationale et internationale que le site nâ€™e prÃªt pour accueillir nos combattants et que nous ne sommes donc pas de mauvaise foi", sâ€™est-il Ã©criÃ© devant la presse.Les installations d'eau et les latrines nâ€™Ã©taient, en effet, pas encore disponibles, lundi, au site de cantonnement de Ribirizi, Ã la pÃ©riphÃ©rie nord-ouest de Bujumbura, la capitale du Burundi.Concernant les abris, lâ€™armÃ©e rÃ©guliÃ¨re aur raclÃ© dans ses derniers stocks et trouver 8.000 tentes Ã prÃªter Ã lâ€™adversaire, a fait savoir derniÃ¨rement, le ministre burundais de la DÃ©fense nationale et des anciens combattants, le lieutenant gÃ©nÃ©ral, Germain Niyoyankana.Mais il en faudrait plus, Ã en croire les responsables rebelles qui revendiquent plus de 21.000 combattants.Le sommet rÃ©gional avait Ã©galement donnÃ© lâ€™ordre au PALIPEHUTU-FNL de changer son appellation actuelle Ã connotation ethnique pour mÃ©riter lâ€™agrÃ©ment en tant que parti politique pouvant oeuvrer dans la lÃ©galitÃ© constitutionnelle.La loi fondamentale en vigueur dans le pays nâ€™autorise pas la reconnaissance de parti Ã connotation ethnique, religieuse ou rÃ©gionale.LÃ -dessus Ã©galement, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL a renvoyÃ© la balle dans le camp des parrains du processus inter-burundais de paix, en leur demandant plus de moyens matÃ©riels et financiers pour sillonner le pays et aller expliquer Ã la base le bien fondÃ© de changer de nom."Le PALIPEHUTU-FNL a 30 ans dâ€™existence et nous ne pouvons pas changer de nom du jour au lendemain sans rendre dâ€™abord rendre compte aux militants et sympathisants", est revenu Ã la charger M. Habimana.Lâ€™Etat burundais, de son cÃ´tÃ©, sâ€™Ã©tait engagÃ© au cours du sommet rÃ©gional du 4 dÃ©cembre 2008 Ã dÃ©gager 33 postes de responsabilitÃ©s dans les diffÃ©rentes institutions du pouvoir pour caser les cadres du PALIPEHUTU-FNL.Le prÃ©sident burundais, Pierre Nkurunziza, a rÃ©itÃ©rÃ© publiquement lâ€™offre, samedi dernier, en faisant savoir que 2 postes Ã©taient directement disponibles, le reste des places pouvant Ãªtre dÃ©gagÃ©es avant le 15 janvier prochain.